



Commune de COUTICHES

Requalification Ancien établissement Delobelle

1267 Rte nationale, 59310 Coutiches

Règlement de Consultation

(Procédure Formalisée)

Objet :

Prestations de maîtrise d'œuvre en vue de la Requalification Des Anciens établissements Delobelle

1267 Rte nationale, 59310 Coutiches

Date Limite de Remise des Candidatures le 18 juillet 2025 à 11h30

(Heure locale du PA)

MARCHE DE SERVICES

MARCHE PASSE PAR LOT UNIQUE

Objet du marché : Prestations de maîtrise d'œuvre en vue de la Requalification des Anciens établissements Delobelle

1267 Rte nationale, 59310 Coutiches

Pouvoir adjudicateur : Commune de COUTICHES

Adresse : 1307 Rte nationale, 59310 Coutiches

Représenté par Monsieur Le Maire

Date limite de réception des candidatures : 18 juillet 2025

Heure : 11 h 30 (Heure locale du Pouvoir adjudicateur)

Horaires d'ouverture des bureaux pour la remise des plis de sauvegarde et d'éventuels échantillons : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 16h30 hors jours fériés

Fermeture exceptionnelle des bureaux le : 14 juillet 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 Conditions relatives au marché	3
1.2 Contenu de la mission envisagée.....	3
1.3 Décomposition en tranches	4
1.4 Marché réservé.....	4
1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution	4
1.5 Compétences exigées du candidat.....	4
1.6 Limite à la sous traitance.....	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 Procédure mise en oeuvre	5
2.2 Mode de dévolution.....	5
2.8 Visite des lieux d'exécution du marché	5
2.9 Démarche d’insertion sociale par l’activité économique.....	5
ARTICLE 3 – CONTENU - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.1 Contenu du dossier de consultation phase candidatures.....	5
3.2 Retrait du dossier de consultation par les candidats.....	6
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	6
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES - DOCUMENTS JUSTIFICATIFS	8
5.1 – Jugement des candidatures	8
5.2 – Documents justificatifs et autres moyens de preuve	8
5.3 – Jugement des offres.....	9
ARTICLE 6 - CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	9
ARTICLE 7 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	9

Lorsque les articles ne sont pas suivis par la nomination des codes civil et/ou du travail, ils se réfèrent au Code de la commande publique

Le Pouvoir Adjudicateur encourage fortement les candidats à répondre directement en ligne, grâce au formulaire « **DUME » S(implifié), disponible via le profil acheteur <http://marchéspublics596280.fr>**

Qu'est-ce que le DUME (S) ?

- Grâce au service **DUME**, les candidats ne sont pas obligés de déposer les documents de la candidature,
- Le formulaire **DUME(S)** est généré automatiquement lors de votre réponse sur le profil acheteur, le **DUME** que vous avez créé ou allez créer est réutilisable pour chaque nouvelle consultation ou autre acheteur. Cependant, Il vous appartient de le mettre à jour suivant l'évolution de vos données financières, techniques, administratives, etc.
- Le **DUME** (S) disponible sur le profil acheteur, pré-rempli par le pouvoir adjudicateur et fusionné avec votre DUME, permet au candidat de bénéficier d'une reprise de ses données d'identité (raison sociale, forme juridique, dirigeant principal, adresse, chiffres d'affaires s'ils sont disponibles...) et permet au système de collecter auprès des administrations de référence les attestations et certificats,
- Lorsqu'il recourt au DUME(S), la candidat dépose par voie dématérialisée dans le dossier candidature du profil acheteur, le DUME fusionné composé de deux fichiers (format .XML et .PDF) et son offre dans le dossier offre du profil acheteur <http://marchéspublics596280.fr>. Pour le modalités de dépôt des plis, les candidats sont invités à se reporter aux dispositions de l'annexe « Condition d'envoi et de remise des plis » du présent règlement de consultation.
- Le DUME (S) est utilisé par le candidat, afin de prouver de manière simple, et conformément au droit, qu'il n'entre pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner. Si l'offre est faite en groupement ou en cas de sous-traitance, chaque opérateur économique devra produire un DUME(S).

La partie II Information concernant l'opérateur économique, la partie III Motifs d'exclusion et la partie VI Déclaration finale seront complétés obligatoirement. L'opérateur économique s'assure que les documents justificatifs étayant les informations fournies seront accessibles par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Conditions relatives au marché

Le présent marché porte sur une mission de maîtrise d'œuvre en vue de la Requalification des Anciens établissements Delobelle

Site : 1267 Rte nationale, 59310 Coutiches

Il s'agit d'un ensemble de prestations intellectuelles, études et contrôles nécessaires à l'exercice du rôle du Maître d'œuvre tel que défini par les articles L2411-1 à L2432-2 et R2431-1 à R2431-31 et R2432-1 à R2432-7 du Code de la commande publique qui servent de base à leur définition.

Le marché est un marché de services conclu à prix forfaitaire.

L'offre devra obligatoirement porter sur l'ensemble des prestations à réaliser.

Les prestations faisant l'objet de la présente consultation débiteront à la réception de la lettre de commande ordonnant le commencement du premier élément de mission et s'achèveront après expiration de l'année de garantie des travaux réalisés en application des études menées.

Le mode de dévolution des travaux sera : Corps d'Etats Séparés en plusieurs phases

La mission fait l'objet d'une tranche unique.

Code CPV : 71000000-8

Les travaux envisagés concernent la catégorie « opération de réhabilitation de bâtiment » et la catégorie « Opération de construction neuve de bâtiment ».

1.2 Contenu de la mission envisagée

Les éléments de mission confiés au Maître d'œuvre sont définis aux articles R2431-4 et R2131-5 du Code de la commande publique, à savoir :

MISSION	ABREVIATION
Diagnostic pour les bâtiments à réhabiliter	DIAG
Esquisses pour les ouvrages neufs	ESQ
Etudes d'avant-projet sommaire pour les ouvrages à réhabiliter et pour les ouvrages neufs	APS
Etudes d'avant-projet définitif pour les ouvrages à réhabiliter et pour les ouvrages neufs (PC ou Déclaration Préalable)	APD
Etudes de projet (DCE) pour les ouvrages à réhabiliter et pour les ouvrages neufs	PRO
Assistance à la passation des contrats de travaux pour les ouvrages à réhabiliter et pour les ouvrages neufs	ACT
Visa pour les ouvrages à réhabiliter et pour les ouvrages neufs	VISA
Direction de l'exécution des travaux pour les ouvrages à réhabiliter et pour les ouvrages neufs	DET
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement pour les ouvrages à réhabiliter et pour les ouvrages neufs	AOR

1.3 Décomposition en tranches

Sans objet

1.4 Marché réservé

Sans objet

1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

1.4.1 Durée du marché

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

1.4.2 Date prévisible de démarrage des prestations

septembre 2025.

1.5 Compétences exigées du candidat

Les candidats individuels ou groupés devront justifier de capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour réaliser la mission.

Les candidats devront présenter impérativement une équipe pluridisciplinaire composée de spécialistes capables de maîtriser la totalité des disciplines nécessaires à la réalisation de la mission et réunissant au minimum des compétences dans les domaines suivants :

- Architecture,
- Ingénierie fluides (Electricité courant fort et faible, plomberie, ventilation, chauffage),
- Ingénierie en thermique du bâtiment, pouvant être du même BET que la compétence fluide,
- Ingénierie structure bâtiment,
- Economie de la construction,

étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

1.6 Limite à la sous traitance

Sans objet

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure mise en oeuvre

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique du 5 décembre 2018 selon la procédure suivante :

Procédure avec négociations (art R2124-3 et art R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique du 5 décembre 2018)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociations.

2.2 Mode de dévolution

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera donc passé pour la réalisation des prestations.

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

Il n'est pas possible de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 Variantes

La proposition de variantes libres n'est pas autorisée.

Le marché ne comporte pas de variante imposée

2.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours (cent quatre-vingt) à compter de la date limite de réception des offres.

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date fixée pour la remise de l'offre finale.

2.5 Prime versée aux candidats

Sans objet

2.6 Réalisation de prestations similaires – supplémentaires (modification du marché en cours d'exécution)

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R2122- 7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence et/ou conformément aux articles R2194-2 à R2194-5 du même code, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations supplémentaires.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés similaires pourront être conclus, en application de l'article R2122- 7, ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché initial.

2.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Visite des lieux d'exécution du marché

Aucune visite du site n'est prévue pour la première phase de la consultation (phase candidature).

2.9 Démarche d'insertion sociale par l'activité économique

Sans objet

ARTICLE 3 – CONTENU - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 Contenu du dossier de consultation phase candidatures

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- L'avis d'appel public à la concurrence,

- Le présent Règlement de consultation – phase candidature,
- La fiche références,
- La fiche Ressources humaines,
- Le projet de marché susceptible de modifications non substantielles communiqué à titre informatif, comprenant :
 - L'acte d'engagement et ses annexes,
 - Le cahier des clauses administratives particulières,
 - Le programme de l'opération,
 - Le plan topo et plans des façade format PDF,
 - Un plan de localisation,

3.2 Retrait du dossier de consultation par les candidats

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible sur support papier.

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est **librement et uniquement accessible par voie dématérialisée** via la plateforme <http://marchéspublics596280.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le maître d'ouvrage, les soumissionnairesdevront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- .doc, docx ou .xls, xlsx ou .ppt, .pptx (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions, réponses aux questions, modifications ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentairesdiffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors dutéléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien desdernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

Seules les pièces relatives à la candidature sont attendues à ce stade de la procédure.

Les candidats devront présenter leur candidature en langue française. A défaut, les documents produits devront être accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats auront à produire conformément aux indications spécifiées dans l'annexe « Conditions d'envoi et de remise des plis », les documents énumérés ci-dessous :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de la présente consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le candidat ou chaque membre du groupement devra produire les pièces suivantes :

- **Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

- 1- **La lettre de candidature sur la base du formulaire DC1 disponible à l'adresse :**

https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC1-2019.doc

En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaquemembre du

groupement peut toutefois remplir un formulaire : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 complets que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

- **Capacités économiques et financières :**

2- **La déclaration du candidat sur la base du formulaire DC2 disponible à l'adresse suivante :**

https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC2-2019.doc

Le formulaire DC2 sera complété du chiffre d'affaires des trois derniers exercices disponibles.

Les entreprises nouvellement créées qui ne peuvent justifier du chiffre d'affaires des trois dernières années pourront apporter la preuve de leurs capacités financières par tout autre document équivalent laissé à la seule appréciation du pouvoir adjudicateur ;

3- **L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;**

- **Capacités techniques et professionnelles :**

4- **Une présentation synthétique du candidat ou de l'équipe candidate sur 2 pages au format A4 maximum rédigée avec une police Arial taille 10 permettant d'apprécier l'organisation et la cohérence et la complémentarité de l'équipe proposée. En plus de ces 2 pages, les candidats sont tenus de compléter la fiche « ressources humaines » jointe au présent dossier de consultation sous peine d'élimination pour justifier par ailleurs des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de la prestation. La fiche « Ressources Humaines » est à remettre au format EXCEL (xlsx) ;**

5- **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;**

6- **Une liste de références précisant pour chacune d'elles le nom du maître d'ouvrage, l'importance, la complexité de l'opération, l'année de sa réalisation ou en cours, la mission réellement effectuée. Les références présentées devront être de préférence récentes et porter sur des opérations de moins de cinq ans. Les candidats sont tenus de compléter les fiches « références » sur la base du cadre joint au présent dossier de consultation sous peine d'élimination. La fiche « Références » est à remettre au format EXCEL (xlsx) ;**

7- **Pour les compétences Architecte, BET (électricité, CVC, plomberie,...), les prestations de services seront prouvées, pour au moins une des références, par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;**

8- **Pour les Architectes, la copie de la justification de l'inscription à l'Ordre des Architectes (ou équivalent pour les candidats non établis en France).**

Conformément à l'article R2143-11 à R2143-12 du Code de la commande publique, en cas de sous-traitance déclarée lors de la candidature, le candidat produira :

- Les pièces n°1 à 8 ci-dessus pour le sous-traitant ;
- Une preuve justifiant que le candidat disposera des capacités du sous-traitant pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

CAS PARTICULIER DU DUME :

Les candidats qui présentent leur candidature sous la forme d'un DUME ne sont pas tenus de produire les documents visés aux points 1) et 2) ci-avant. Les preuves de capacité visées aux points 3) à 9) ci-avant seront en revanche obligatoirement à produire en accompagnement du DUME.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES - DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

5.1 – Jugement des candidatures

Les candidatures seront appréciées sur la base des critères hiérarchisés suivants :

N°	Critères	Pondération
1	Qualité des références présentées par le candidat ou l'équipe candidate pour des opérations de nature similaire (Réhabilitation de bâtiments, réalisation d'ERP et d'importance équivalente).	50 points
2	Expériences, capacités techniques et professionnelles du candidat ou de l'équipe candidate dans les différentes compétences exigées pour l'exécution des prestations(1 à 3 références par compétence)	30points
3	Qualité de l'organisation, complémentarité et cohérence de l'équipe proposée	20 points
Total		100 points

Le nombre de candidats envisagés dans le cadre de la présente procédure est de **TROIS**.

Seront éliminés les candidats :

- N'ayant pas fourni l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 4 du présent document,
- Qui ne peuvent pas avoir accès à la commande publique au motif qu'ils sont interdits de soumissionner par application des articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique,
- Qui ne peuvent produire dans les délais impartis les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications demandés par la Commune de COUTICHES,
- Dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont jugées insuffisantes par la Commission d'appel d'offres.

5.2 – Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Avant de procéder à l'envoi du Dossier de Consultation des Entreprises phase offre (invitation à soumissionner) aux candidats admis à participer à la suite de la procédure, le pouvoir adjudicateur procèdera à la vérification des conditions de participation conformément aux dispositions de l'article R2144-5 du Code de la Commande Publique.

Si le Pouvoir Adjudicateur n'arrive pas à récupérer en totalité ou partiellement, les documents des Administrations du titulaire, des membres d'un groupement ou du sous-traitant, lors de la fusion du DUME (A)cheteur et du DUME (O)pérateur (E)conomique au moment du dépôt de pli, ou dans le cas d'une candidature classique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira sur le profil acheteur <http://marchespublics596280.fr> dans les conditions définies aux articles R2143-5 à R2143-10 et avant la date et heure limite fixée par le pouvoir adjudicateur dans la lettre d'information des entreprises retenues :

1° Attestations Urssaf de moins de 6 mois,

2° Certificat de régularité fiscale récente,

3° Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3, **son numérounique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- Lorsque le candidat est en cours d'inscription, il produit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (RCS ou RM)

4° Pour les entreprises non enregistrées dans la base fournisseur du pouvoir adjudicateur, un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle sur courrier à entête, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente

5° Un RIB,

6° Copie de déclaration des travailleurs détachés ou déclaration d'absence d'emploi de travailleurs détachés

Réglementation [R1263-3 du code du travail](#) modifié par le décret [2019-555 du 4 juin 2019](#) : Le cas échéant, lorsque l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux [articles L. 1262-1 et L. 1262-2](#) du code du travail, fournit une copie de la déclaration, préalable au détachement qu'il a fourni à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et une copie du document désignant son représentant ([R.1263-2-1 du code du travail](#)).

7° Liste des travailleurs étrangers ou déclaration d'absence d'emploi de travailleurs étrangers

Réglementation : application des articles [L 8254-1](#) et [D 8254-2 à 5](#) du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le soumissionnaire et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article [L 5221-2-2°](#) du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

8° Procès-verbal du comité social et économique relatif à la santé, la sécurité et les conditions de travail au sein de l'entreprise prévu par l'article L.2312-27 du code du travail (entreprises d'au moins 11 salariés, dès lors que le comité social économique a été mis en place, celui-ci devant l'être, en principe, au plus tard le 31 décembre 2019)

Réglementation : Procès-verbal de la réunion du comité consacrée à l'examen du rapport annuel relatif à la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise, ainsi que du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail.

9° L'attestation d'assurance Civile Professionnelle et Décennale en cours de validité.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, les candidatures seront rejetées et le soumissionnaire ne pourra être admis à participer à la suite de la procédure.

5.3 – Jugement des offres

Pour la seconde phase de la consultation, le jugement des offres sera effectué sur la base des critères suivants :

N°	Critères	Pondération
1	Prix des prestations	60%
2	Valeur Technique	40 %

La valeur technique de l'offre sera appréciée au travers des sous-critères précisés au moment de l'envoi du Dossier de Consultation des Entreprises « phase offre » (invitation à soumissionner).

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Seule la réponse électronique est autorisée. Tout pli papier sera déclaré irrégulier. Néanmoins, ils pourront être régularisés conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

ARTICLE 7 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Il ne sera répondu à aucune question orale.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (renseignements administratifs et/ou techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures une demande écrite via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante : <http://marchéspublics596280.fr>

Une réponse sera alors adressée, sur cette même plateforme, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres à l'ensemble des entreprises ayant retiré le dossier en étant identifié.